COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 26 OCTOBRE 2017

o0000o000o

- Présents (12)** : Messieurs ILHES P.H. – MAGRO – ESTALLES – HAMOUDA
PITIE – ILHES B. - HAMOUDA
- Mesdames BEZIAT – CUELLAR – BARTOLOTTI – DELQUIE –
JAFFUS -
- Absents excusés** : RESPLANDY – MARTINOLLE - ESTAMPE
- Pouvoirs** : L. RESPLANDY donne pouvoir à H. CUELLAR
J. MARTINOLLE donne pouvoir à P.H. ILHES
C. ESTAMPE donne pouvoir à B. PITIE
- Président** : Monsieur Pierre-Henri ILHES
- Secrétaire** : Madame Cindy BARTOLOTTI

o0000o000o

Monsieur le Président ouvre la séance à 18 heures 30.

o0000o000o

I. Approbation du procès-verbal de la séance précédente

Monsieur le maire demande à l'assemblée si elle a des observations à faire sur le procès-verbal de la séance du 26 septembre 2017. Aucune observation, le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

II. Achat cabinet médical

Monsieur le maire rappelle les différents échanges et les diverses rencontres avec le Docteur SIRVEN, propriétaire du cabinet médical situé au 4 rue du Pic de Nore et cadastré section A n° 1649, suite à la cessation de son activité depuis le mois juillet 2017 pour son départ à la retraite.

En attendant l'arrivée d'un nouveau médecin sur la commune, actuellement les permanences médicales sont assurées par un remplaçant sur 2 jours par semaine pour ne pas être confronté à la disparition totale de toute activité médicale sur le territoire de la commune.

Afin de lutter contre cette désertification médicale et garantir aux administrés de la commune un accès aux soins raisonnable, la collectivité a entrepris des démarches pour faciliter l'installation d'un nouveau médecin généraliste sur la commune et a décidé d'acheter les locaux du cabinet médical appartenant à la SCI Les Tilleuls domiciliée chez Jean SIRVEN.

Suite à la proposition faite par la commune, Monsieur le maire informe le conseil municipal que les membres de la SCI Les Tilleuls ont donné un accord favorable pour la vente du bâtiment, du terrain et du mobilier de ce local à la commune au prix de 220 000 €.

Monsieur le maire propose aux membres du conseil municipal, considérant qu'entre une population vieillissante dont la santé doit être surveillée et des praticiens qui renoncent à s'installer en milieu rural, l'accès pour tous à des soins médicaux sur le territoire de la commune de La Redorte est une priorité absolue pour la collectivité, d'acquérir le cabinet médical cadastré section A n° 1649 pour un montant de 220 000 €. Il précise que les frais de notaire seront à la charge de la commune.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'acquérir le bâtiment, le terrain et le mobilier du cabinet médical cadastré section A n° 1649 au prix de 220 000 € appartenant à la SCI Les Tilleuls domiciliée chez Jean SIRVEN, dit que les frais de notaires seront à la charge de la commune et autorise Monsieur le maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

III. Emprunt pour investissement

Monsieur le maire rappelle le projet d'acquisition des locaux du cabinet médical. En raison de cette acquisition il propose de faire appel à l'emprunt et présente une proposition de financement du Crédit Agricole du Languedoc dans les conditions suivantes à échéances constantes :

Montant	Durée	Taux trimestriel	Echéance
250 000.00€	15 ans	1.50 %	4 660.75 €

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de contracter un emprunt avec le Crédit Agricole du Languedoc pour un montant de 250 000.00 € au taux de 1.50 % avec une durée de 15 ans, et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

IV. Choix de l'architecte pour l'aménagement mairie

Monsieur le maire rappelle que la commune a décidé de lancer des travaux d'aménagement intérieur et extérieur du bâtiment de la mairie pour être en conformité avec la loi du 11 février 2005.

Monsieur le maire rappelle à l'assemblée qu'une nouvelle consultation de la maîtrise d'œuvre a été nécessaire et décidé pour répondre à l'évolution du programme :

- Intégration de la classe enfantine
- Reprise des planchers de l'étage de l'ensemble du bâtiment pour prendre en compte le réaménagement de l'intérieur.

Le nouveau montant estimé des travaux est de 670 000 €. Monsieur le maire précise que les travaux seront réalisés en trois tranches.

Monsieur le Maire rappelle que trois cabinets d'architectes ont été consultés afin d'assurer la mission de maîtrise d'œuvre, et présente l'analyse des offres reçues comprenant une proposition chiffrée respectant le cahier des charges élaboré par les élus de la commune de La Redorte.

Monsieur le Maire propose de retenir le cabinet d'architecture Alain CATHALA pour un taux global de rémunération de 10.30 % de la masse des travaux.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de retenir le cabinet d'architecture Alain CATHALA pour un taux global de rémunération de 10.30 % de la masse des travaux pour assurer la mission de maîtrise d'œuvre concernant le projet de mise en accessibilité générale de la mairie et autorise Monsieur le Maire à signer l'acte d'engagement, et tous les documents relatifs à ce dossier.

V. Demande de subvention aménagement mairie 3^{ème} tranche

Monsieur le maire rappelle que la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 a fixé des échéances et des obligations de résultats en matière de mise en accessibilité du cadre bâti, des transports et de la voirie.

Monsieur le maire rappelle que le bâtiment de la mairie, après plusieurs réunions de travail, a fait l'objet d'un projet qui prévoit la réorganisation des espaces de la mairie afin que tous les services soient accessibles au public.

Une étude réalisée par un BET STRUCTURE a mis en évidence la défaillance structurelle des planchers bois existant et la nécessité de les renforcer sur la totalité du bâtiment. Pour ce faire il est nécessaire de démolir toutes les cloisons existantes du R + 1, de déposer tous les faux plafonds du RdC afin de pouvoir étayer le plancher existant et réaliser ce sur-plancher connecté.

Cette contrainte technique a de lourds impacts sur les travaux de mise en accessibilité et réaménagement du bâtiment envisagés dans les deux précédentes tranches de travaux.

Les travaux supplémentaires objet de cette 3^{ème} tranche concernent donc :

- Le renforcement des planchers sur les ailes EST et OUEST
- Les démolitions de plafonds et cloisons induites
- Le remplacement de certaines menuiserie extérieures
- La recomposition de l'aile EST comprenant l'accueil de la mairie et la classe CE1/CE2 suite aux démolitions
- L'isolement sécuritaire des locaux archives au R+1

L'estimation des travaux projetés s'élève pour la troisième tranche à 238 335 € HT.

Les travaux seront donc réalisés en trois tranches :

Monsieur le maire rappelle que la première tranche comprend la restructuration du hall d'accueil, la création de la salle du conseil municipal + WC adapté et le déplacement de la salle d'activité de l'école vers la salle infantine.

La tranche 02 comprend la réfection du pôle administratif en RDC, le réaménagement de la salle de classe primaire, la création de la rampe sur parvis et place réservée, l'espace chaufferie dans la cour de l'école, l'ensemble des enduits de façades de la mairie et de la salle infantine.

Afin de pouvoir financer et réaliser ces travaux de mise en accessibilité générale des espaces et de confortement structurel des planchers, monsieur le maire propose de demander une subvention auprès du Département de l'Aude et de l'Etat pour la troisième tranche.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de demander une subvention auprès du Département de l'Aude et de l'Etat pour la réalisation des travaux de la troisième tranche qui s'élève à 238 335 € HT et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

VI. Modification statutaire – compétence GEMAPI – Syndicat Mixte Aude Centre

Vu la loi du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l’Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages,

Vu l'article L. 5711-1 du CGCT pour les syndicats mixtes « fermés » ;

Vu l'article L. 5211-20 du CGCT ;

Vu l'article L. 211-7 du Code de l'environnement,

Vu l'article L. 213-12 du code de l'environnement,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 Juin 2017 portant approbation des statuts du Syndicat Mixte Aude Centre.

Vu le schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département de l'AUDE approuvé par arrêté préfectoral en date du 30 mars 2016.

Vu la délibération en date du 28 Septembre 2017 du Syndicat Mixte Aude Centre approuvant la modification statutaire afin d'exercer la compétence GEMAPI au 01/01/2018.

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée :

1. Le contexte organisationnel et historique du bassin versant de l'Aude, et notamment la prise de conscience issue de la crue généralisée des cours d'eau, principalement sur l'est audois, des 12 et 13 novembre 1999. Cet épisode douloureux a profondément modifié par la suite la politique de gestion des cours d'eau du département de l'Aude avec notamment la création en 2002 du SMMAR (Syndicat Mixte des Milieux Aquatiques et des Rivières) pour améliorer cette gestion solidaire à l'échelle du bassin versant et tenter de ne plus revivre ce traumatisme (26 décès et une vingtaine d'ouvrage départementaux détruits). Dès lors, le SMMAR s'est attaché à structurer l'ensemble du département en syndicats de rivière désormais Etablissements Publics d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (17 jusqu'en 2016, 7 à ce jour, 5 en 2018 en application du SDCI arrêté en 2016) et à travers ces derniers, à mettre en œuvre les programmes d'aménagement et de prévention des inondations (PAPI 1 pour 90 M€ environ et PAPI 2 pour 50 M€ env). Aujourd'hui le SMMAR, reconnu Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), est un syndicat mixte ouvert composé du Conseil

départemental de l'Aude et de 7 EPAGE. Il concourt, au-delà des frontières administratives, à la prévention des inondations à l'échelle de l'ensemble du bassin versant de l'Aude et œuvre à la politique de gestion équilibrée de la ressource.

2. La Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 Janvier 2014 a créé une nouvelle compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) au profit du « bloc communal ». La GEMAPI constitue une nouvelle compétence obligatoire (2018) et exclusive (2020) affectée aux EPCI à FP. Cette compétence est automatiquement transférée des communes aux EPCI à FP à compter du 1^{er} janvier 2018.
3. La compétence GEMAPI est définie par quatre missions inscrites à l'article L. 211-7 du code de l'environnement, à savoir les alinéas suivants :
 - 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
 - 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
 - 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
 - 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.
4. L'existence d'une Stratégie d'Organisation des Compétences Locale de l'Eau – SOCLE - conformément à l'arrêté du 20 janvier 2016 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux.
5. Les obligations et responsabilités des EPCI en matière de GEMAPI.
 - a) pour la finalité « prévention des inondations », il s'agit de définir les systèmes d'endiguements¹ et les aménagements hydrauliques² en application du décret du 12 mai 2015 (relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques) et des articles L. 562-8-1 et R. 562-14 VI du code de l'environnement ³.
Le délai laissé aux collectivités compétentes (EPCI ou EPAGE si transfert de compétence) en vue de régulariser⁴ la situation des ouvrages existants est fixé au 31 décembre 2019 si ces derniers sont de classe A ou B et au 31

¹ Le système d'endiguement se définit comme un système d'une ou plusieurs digues ainsi que tout ouvrage nécessaire à son efficacité et à son bon fonctionnement, notamment des ouvrages (autres que des barrages) qui, eu égard à leur localisation et à leurs caractéristiques, complètent la prévention ; ainsi que des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques tels que vannes et stations de pompage.

² Les aménagements hydrauliques se définissent de la manière suivante. La protection d'une zone exposée au risque d'inondation ou de submersion marine avec un aménagement hydraulique est réalisée par l'ensemble des ouvrages qui permettent de stocker provisoirement des écoulements provenant d'un bassin, sous-bassin ou groupement de sous-bassins hydrographiques.

³ L'article L. 562-8-1 précise « Les ouvrages construits en vue de prévenir les inondations et les submersions doivent satisfaire à des règles aptes à en assurer l'efficacité et la sûreté. La responsabilité du gestionnaire de l'ouvrage ne peut être engagée à raison des dommages que l'ouvrage n'a pas permis de prévenir dès lors qu'il a été conçu, exploité et entretenu dans les règles de l'art et conformément aux obligations légales et réglementaires ». L'article R. 562-14 VI du même code prévoit que « L'exonération de responsabilité du gestionnaire d'une digue à raison des dommages qu'elle n'a pu prévenir, prévue par le deuxième alinéa de l'article L. 562-8-1, est subordonnée à l'inclusion de celle-ci à un système d'endiguement autorisé ».

⁴ Il appartiendra à la collectivité compétente de demander l'autorisation du système d'endiguement au titre de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature IOTA, d'assumer les responsabilités afférentes à la gestion des digues, et de respecter la réglementation relative à la sécurité et à la sûreté des ouvrages hydrauliques.

décembre 2021 s'ils sont de classe C. Parallèlement à la régularisation initiale du système d'endiguement, la collectivité compétente pourra décider des travaux de réhabilitation d'ouvrages ou de construction d'ouvrages complémentaires requérant une autorisation complémentaire.

- b) pour la finalité « gestion des milieux aquatiques », il s'agit de participer à l'objectif d'atteinte du bon état des masses d'eau précisément sur le compartiment hydro morphologique. Aussi, les objets hydrauliques (cours d'eau, zones humides, canaux, plans d'eau) ne sont considérés comme relevant de la compétence GEMAPI que dans la mesure où ils participent, alternativement ou cumulativement, à la préservation des milieux aquatiques et à la prévention des inondations.

Il indique par ailleurs, que la compétence GEMAPI n'est pas une compétence confiscatoire et que les EPCI :

- ne peuvent être considérés comme de droit responsable de tous les cours d'eau présents sur leurs territoires. Ils ne le sont pas davantage des zones humides, des plans d'eau ou autres milieux aquatiques qui restent placés, en dehors d'une procédure d'expropriation, sous l'autorité de leur propriétaire et/ou de leur exploitant
 - exerceront la compétence GEMAPI, sans préjudice des obligations des propriétaires (d'entretien régulier du cours d'eau...) et des exploitants des ouvrages hydrauliques.
6. La loi prévoit⁵ que la compétence GEMAPI est exercée directement par l'EPCI et qu'elle peut être transférée ou déléguée à un Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (EPAGE). Lorsque l'autorité compétente pour la prévention des inondations exerce directement cette compétence ou qu'elle exerce par le mécanisme du transfert de compétence, elle bénéficie des mises à dispositions prévues par l'article L. 566-12-1 du code de l'environnement. Néanmoins, par le mécanisme de représentation substitution prévu par les articles du CGCT L.5216-7 IV Bis pour les Communautés d'Agglomération et L.5214-21 II pour les Communautés de Communes, les EPCI transfèrent automatiquement la compétence GEMAPI à compter du 01/01/2018 aux Syndicats d'Aménagements Hydrauliques existants et territorialement concernés.

Monsieur Le Maire invite donc le Conseil municipal à délibérer sur l'exercice de la compétence GEMAPI

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de d'accepter la modification des STATUTS du Syndicat Mixte Aude Centre afin d'exercer à compter du 01/01/2018 par le biais du mécanisme de représentation substitution prévu par les articles du CGCT L.5216-7 IV Bis pour les Communautés d'Agglomération et L.5214-21 II pour les Communautés de Communes, la compétence GEMAPI telle que précisée en référence aux quatre missions relevant de l'article L. 211-7 du code de l'environnement sur le périmètre des communes comme détaillées dans le tableau annexé. En vertu de ce mécanisme de représentation substitution la représentation des communes sera assurée par les EPCI à FP.

VII. Point sur les travaux en cours

1. Lotissement Louis LIABOT/ Aménagement cœur de village

Monsieur le maire rappelle que l'aménagement de l'espace « Louis LIABOT » est la continuité de la valorisation patrimoniale de cœur de village de La Redorte à équidistance du Château de La Redorte et du Port La Fabrique au bord du Canal du Midi.

L'espace historique « Louis LIABOT » est un des plus vieux quartiers de la commune de La Redorte.

Situé au milieu d'une zone urbaine et d'une zone naturelle où se trouvent une aire de jeux pour enfants, un espace de loisirs et lieu de rencontres, cet espace nécessite un réaménagement avec la création d'une place publique, la reprise de certains ouvrages urbains publics et la requalification des voies et accès.

Cet espace situé en bordure de la route départementale 11 et dans le centre du village permet aux habitants de se retrouver autour d'activités diverses. Ce projet s'inscrit pleinement dans le projet de développement, de conservation et valorisation patrimoniale et d'attractivité du territoire.

Les travaux d'aménagement projetés pour répondre aux objectifs fixés sont :

- La création de trottoirs sécurisés
- La pose de bordures afin de calibrer la chaussée
- Des aménagements pour le cheminement des piétons respectant les normes en vigueur
- La reprise des revêtements de chaussée
- La signalisation horizontale et verticale aux normes en vigueur.

L'estimation des travaux projetés s'élève à 466 000 € HT.

Afin de pouvoir financer et réaliser ces travaux de mise en valeur patrimoniale et d'aménagement de cœur de village centre historique, espace Louis LIABOT, monsieur le maire propose de demander une subvention auprès de la Région Occitanie.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de demander une subvention auprès de la Région Occitanie pour la réalisation des travaux de mise en valeur patrimoniale et d'aménagement de cœur de village centre historique, espace « Louis LIABOT » pour un montant de 466 000 € H.T. et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier .

2. Rue de l'Argent Double

Monsieur le maire informe le conseil municipal que les travaux réalisés dans la rue de l'Argent Double par Carcassonne Agglo, concernant les réseaux eau et assainissement, devraient se terminer la semaine prochaine. Le SIC devrait poursuivre par les travaux de voirie en fin d'année/début janvier 2018.

3. Avenue Jean JAURES

Monsieur le Maire propose de préparer un programme de voirie concernant l'avenue Jean JAURES pour 2018 et de réfléchir sur la mise en place d'un ralentisseur afin de faire ralentir les véhicules qui roulent très vite. Il évoque les travaux éventuels de voirie qui pourraient être réalisés dans d'autres rues en attente du positionnement de la commission des travaux.

4. Lotissement du Parc II

Monsieur le maire rappelle que la commune de La Redorte est inscrite dans un projet de rénovation totale de son éclairage public en favorisant le développement durable et l'économie d'énergie. Il présente à l'assemblée les travaux de rénovation de l'éclairage public du lotissement du Parc II : rue du cèdre, rue du pressoir, impasse des lauriers et impasse de l'observatoire.

Ces travaux consistent à poser un ensemble d'éclairage constitué d'un mât cylindro conique AURIGA 200X200 de 5,00 ml une console ARCTIA 0.70 ml avec un luminaire type ATINIA 6480 OPTICALED EV02 16LED ASY 10 28W 500MA LITE PROG CLII à la place des poteaux et luminaires existants énergivores.

Monsieur le maire donne lecture du devis présenté par l'entreprise ROBERT pour un montant H.T. de 23 000 €.et propose de demander une subvention auprès du SYADEN pour réaliser ces travaux en 2018.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de d'accepter le devis proposé par l'entreprise ROBERT pour un montant de 23 000 € H.T., décide de demander une subvention auprès du SYADEN concernant le programme d'éclairage et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

VIII. MNT prévoyance et santé / personnel communal

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection complémentaire de leurs agents ;

Selon les dispositions de l'article 22 bis de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiée dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de verser une participation mensuelle de 20 € à tout agent pouvant justifier d'un certificat d'adhésion à une garantie santé et/ou prévoyance labellisée,

IX. Questions diverses

1. Adhésion de 4 communes au SIC

VU l'article L5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales concernant les modifications relatives au périmètre et à l'organisation des Etablissements Publics de

Coopération Intercommunale et à la consultation des Conseils Municipaux sur l'admission de nouvelles communes aux syndicats intercommunaux dont ils font partie,

VU la délibération du S.I.C visée par la Préfecture en date du **25 octobre 2017** acceptant à l'unanimité des membres présents l'adhésion de ces quatre communes,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire ainsi que les collectivités qui composent le S.I.C se prononcent pour que l'intégration de ces communes soit effective,

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve les adhésions des Communes de Sallèles-Cabardès, Trassanel, Villegly, et Villarzel-Cabardès au S.I.C. et mandate le Maire à signer tous les actes et tous les documents relatifs à cet objet.

2. Modification du périmètre du Syndicat Mixte Aude Centre

Vu la loi du N° 2014-58 du 27 Janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et l'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) et la création de la compétence GEMAPI,

Vu la loi du N° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment son article 40,

Vu le Schéma Départemental du Coopération intercommunale de l'Aude approuvé le 30 mars 2016,

Considérant que le Schéma Départemental du Coopération intercommunale de l'Aude approuvé le 30 mars 2016, préconise la rationalisation de la gestion de l'eau, dans le cadre de l'application du volet GEMAPI et la loi MAPTAM,

Vu l'article L.5211-18 et 5211-19 du CGCT,

Vu le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021,

Considérant les demandes d'adhésion des communes d'Argens-Minervois, Pradelles en Val (à hauteur de 80% de son périmètre), et de Roubia au Syndicat Mixte Aude Centre.

Considérant la demande de la commune de Rustiques d'augmenter son périmètre sur le Syndicat Mixte Aude Centre (passage de 40 % à 100 %).

Considérant les demandes d'adhésion des communes de Berriac, Carcassonne (à hauteur de 20% de son périmètre), Fontiès d'Aude, Montirat, Palaja (à hauteur de 20% de son périmètre) : représentées par Carcassonne Agglo au Syndicat Mixte Aude Centre.

Considérant les demandes d'augmentation de périmètre des communes de Trèbes et Villedubert, représentées par Carcassonne Agglo sur le Syndicat Mixte Aude Centre.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à la proposition de modification du périmètre du Syndicat Mixte Aude Centre telle qu'énoncée ci-dessus.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- ***DECIDE DE DONNER UN AVIS FAVORABLE à l'adhésion au Syndicat Mixte Aude Centre des communes d'Argens-Minervois, Pradelles en Val (à hauteur de 80 % de son périmètre) et de Roubia.***
- ***DECIDE DE DONNER UN AVIS FAVORABLE à l'augmentation de périmètre de la commune de Rustiques (40 % à son 100% de son périmètre).***

- **DECIDE DE DONNER UN AVIS FAVORABLE à l'adhésion au Syndicat Mixte Aude Centre des communes de Berriac, Carcassonne (à hauteur de 20% de son périmètre), Fontiès d'Aude, Montirat, Palaja (à hauteur de 20% de son périmètre) : représentées par Carcassonne Agglo.**
- **DECIDE DE DONNER UN AVIS FAVORABLE à l'augmentation de périmètre des communes de Trèbes (de 10 % à 100%) et Villedubert (de 85% à 100 %), représentées par Carcassonne Agglo.**
- **AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches relatives à la modification de périmètre et à signer tous les documents destinés à leur mise en oeuvre.**

3. Demande de subvention 2018 au Département pour « Les jeudis d'été »

Monsieur le Maire rappelle que depuis 12 ans les jeudis d'été animent l'ensemble de notre territoire et sont l'occasion de découvrir des spectacles culturels éclectiques, théâtre, cinéma, musique, culture occitane, scène jeune public, cirque.... Tous les jeudis soirs de l'été, la commune de La Redorte et le territoire s'animent sur des scènes et des lieux différents pour accueillir des spectacles de qualité et gratuits pour la population.

Ce festival permet de véhiculer la culture pour tous, de découvrir des jeunes talents, de créer un travail en commun inter-associatif, de participer au rayonnement culturel du département et permet aussi de partager un moment de convivialité et de chaleur humaine. Il s'adresse à tout public de 2 à 90 ans.

Monsieur le maire présente le projet du festival 2018 qui s'élève à 21 500 € et propose de demander une subvention auprès du Conseil Départemental de l'Aude.

Après discussion et après avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de demander une subvention auprès du Conseil Départemental de l'Aude pour le projet du festival 2018 qui s'élève à 21 500 € et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Dates à retenir

- Cérémonie du 11 novembre
- 100^{ème} congrès des maires du 20 au 23 novembre à Paris
- Prochain conseil municipal fin décembre

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 20 h 30.